

CFSI

50 ans

d'action collective
pour un développement
solidaire



Créé en 1960 sous le nom de Comité français pour la Campagne mondiale contre la faim, le CMCF est devenu, en 1967, le Comité français contre la faim (CFCF) puis, en 1996, le Comité français pour la solidarité internationale.

Le CFSI soutient des actions en faveur de l'agriculture familiale et anime la campagne ALIMENTERRE.

1960-2010
la solidarité
en marche

1969-1980 > DES PROJETS POUR LUTTER CONTRE LA SÉCHERESSE AU SAHEL

Au début des années 70, la France découvre les images des conséquences de la sécheresse au Sahel. Le CFCF (ancien nom du CFSI) finance la distribution de vivres aux populations les plus éloignées des ports de débarquement. Il fournit également les moyens nécessaires pour la construction, par les habitants eux-mêmes, de centaines de puits.

Au Niger, au Bénin, au Burkina Faso, les actions concrètes apportant un soutien aux communautés paysannes se multiplient.

À Bonkougou (Niger), 55 puits maraîchers sont creusés. Chaque jardin est divisé en parcelles où travaillent près de 500 villageois. Le CFCF finance le ciment, les clôtures, les semences...

À Maradi (Niger), le CFCF achète une pompe électrique pour irriguer la pépinière et le verger voisin.

Au Burkina-Faso, bien avant la sécheresse, le CFCF engage de nombreuses actions : diffusion de la culture attelée ; amélioration de la nutrition et de la santé ; aménagement de centaines de puits pour approvisionner villages, écoles, troupeaux et pour irriguer les jardins maraîchers ; création de poulaillers, construction de 6 maternités et de plusieurs cases d'accouchements.

Dans la région d'Akaradé au Bénin, le CFCF met en oeuvre un atelier d'animation artisanal (réparation d'outils pour les paysans, formation des jeunes au travail manuel) et finance la construction d'un magasin (stockage et commercialisation de produits agricoles), d'un puits et d'une école.

1987-2007 > KAFO JIGINEW OU LA MICROFINANCE ACCESSIBLE AUX PAYSANS

La création de Kafo Jiginew (« l'Union des greniers » en bambara) en 1987 repose sur le constat d'absence d'une banque de brousse pour les paysans du Mali-Sud.

Le pari : proposer aux paysans de s'associer au sein d'un réseau mutualiste basé sur la règle « un homme, une voix ».

Cette institution de microfinance est créée avec l'appui de 4 organisations non gouvernementales européennes, dont le CFSI et la Fondation du Crédit coopératif, avec le cofinancement de l'Union européenne.

Les objectifs initiaux visent à rassembler et à mettre en sécurité l'épargne locale (tant par rapport aux vols, aux incendies que par rapport aux... termites !) en la faisant fructifier, ainsi que de la mobiliser sous la forme de crédits dans des projets répondant aux besoins économiques locaux définis par les membres.

65 % des « bénéficiaires » sont des agriculteurs. Ils empruntent de petites sommes, en moyenne 250 000 Francs CFA (380 euros). Les emprunts sont contractés entre avril et mai pour acheter des équipements et des intrants pour la campagne suivante. Certains paysans s'adressent aussi à Kafo Jiginew pour monter une activité saisonnière entre janvier et avril, lorsque l'activité agricole se tarit.

Ce partenariat dans la durée a permis au réseau Kafo Jiginew de se développer et de se professionnaliser.

Aujourd'hui, Kafo Jiginew est le principal acteur de la microfinance au Mali avec 275 000 clients, 18 milliards de FCFA d'actifs et 164 guichets.

Le réseau reste majoritairement rural, mais il se diversifie en intervenant en zone urbaine pour participer à la promotion des PME, notamment auprès des femmes.

En 2001, le CFSI et Kafo Jiginew ont reçu le Grand Prix de la Coopération internationale pour la qualité de ce programme.



© CFCF



© C. Lebègue

CFSI

50 ans

d'action collective
pour un développement
solidaire



1960-2010
la solidarité
en marche

2006-2010 > PRODUIRE ET CONSOMMER LOCAL



© ABC Burkina

Au Sénégal, le lait est un produit très apprécié des consommateurs urbains.

Ceux-ci l'achètent sous forme de lait caillé ou de yaourt. Pour les éleveurs, le développement de sa consommation signifie l'assurance d'un revenu régulier.

Mais pour y arriver, il faut améliorer la collecte du lait, sa transformation et sa commercialisation. Le CFSI soutient financièrement ce projet appuyé par le Gret pour renforcer la filière lait au Sénégal.

Objectif : appuyer le développement de petites entreprises de transformation de lait, renforcer la structuration de la filière et accroître la consommation de produits locaux pour valoriser la production nationale.

4 000 éleveurs et collecteurs développent les ventes de lait auprès d'une cinquantaine de mini-laiteries. Celles-ci emploient jusqu'à 300 personnes dans la région de Saint Louis, de Tambacounda et même de Dakar. Elles bénéficient de formations pour améliorer la qualité des produits transformés et par là-même pérenniser leur emploi. En parallèle, la Fédération nationale des acteurs de la filière lait au Sénégal (FENAFILS) bénéficie d'un appui pour améliorer la concertation avec l'Etat sur l'avenir de la filière lait.

2006-2010 > DES RICHESSES ET DES SAVOIR FAIRE LOCAUX POUR SECURISER LA PRODUCTION



© CFSI

Depuis une vingtaine d'années, au Mali dans la région de Kayes, les cultures maraîchères se sont fortement développées. Cette agriculture dépend de l'importation d'intrants comme les semences, l'engrais ou encore les produits phytosanitaires. Ceux-ci coûtant de plus en plus cher, la marge bénéficiaire des producteurs diminue d'année en année.

Et si demain comme dans d'autres pays, cette situation conduisait à l'endettement des paysans, voire tout simplement à leur disparition ?

Convaincu que les agriculteurs familiaux peuvent prendre en main leur avenir, le Réseau des horticulteurs de Kayes, contribue à les renforcer. Créé en 2005 avec l'appui du GRDR, il rassemble 70 associations, soit 23 000 paysans, principalement des femmes.

En 2007 avec le soutien financier du CFSI, il a mis en place un système de commandes groupées de semences. Un tiers de ses associations membres l'utilisent. En achetant collectivement, les paysans disposent de semences de qualité à un prix raisonnable.

Fort de ce résultat, le RHK a décidé depuis 2009 de renforcer leur indépendance économique. A l'occasion de formations, ils apprennent à améliorer la production par exemple en fabriquant du compost. Tout le monde bénéficie de ces techniques respectueuses de l'environnement : les producteurs dépensent moins d'argent, les consommateurs achètent des produits sains. Mais ce n'est pas tout. Le RHK veut rendre les producteurs encore plus indépendants. Il va former plus de 20 personnes qui seront chargées de produire des semences locales d'oignons, de gombo ou encore de maïs.